

## Dépêche AEF : Pourquoi des professeurs des écoles se sentent-ils déclassés ? (étude Iredu)

5-6 minutes

---

Les référentiels de compétences, dans la formation initiale, ne sont pas perçus par les enseignants "comme le signe d'une professionnalisation mais comme le signe d'une déprofessionnalisation – d'une perte de l'autonomie professionnelle". C'est l'une des conclusions de l'étude conduite par Géraldine Farges, chercheuse à l'Iredu, sur "le statut social subjectif des enseignants du premier degré". Elle constate également que l'engagement des professeurs des écoles (1) est plus faible parmi les plus diplômés. Le point sur son travail de recherche, financé par la Depp.



Le sentiment de déclassement des enseignants tient notamment aux marges d'autonomie que les réformes tentent de réduire.

"Le sentiment de dévalorisation du métier" – en même temps que l'impression d'une dégradation des conditions d'exercice – est "très fort" parmi les professeurs des écoles. "Un sondage Harris, en 2016, montrait ainsi que 88 % des professeurs des écoles

considèrent que leur profession s'est dégradée ces dernières années", illustre Géraldine Farges, enseignante-chercheuse à l'IREDU, lors de la présentation en novembre 2019 des premiers résultats d'un travail de recherche (financé par la Depp) intitulé "le statut social subjectif des enseignants du premier degré".

Pour autant, souligne-t-elle, le même sondage mettait en évidence que les enseignants sont "très fiers d'exercer ce métier" et qu'ils sont "motivés". Comment expliquer cette ambivalence – qui fait que le mécontentement cohabite avec fierté et motivation ? La chercheuse a centré son étude à la fois sur le travail (les conditions d'exercice, la charge qu'il représente...) et sur le parcours des personnes qui l'exercent. Au total, 1 813 questionnaires complets ont été recueillis auprès de professeurs des écoles, complétés par 33 entretiens.

Un niveau d'engagement moindre chez les plus diplômés

Parmi les premiers enseignements : l'engagement des professeurs des écoles est plus faible parmi les plus diplômés – ceux qui sont titulaires d'un bac +5 voire d'un doctorat quand un bac +3 suffisait.

Ce constat rejoint l'analyse de François Dubet (professeur de sociologie et ex-directeur de l'École des hautes études en sciences sociales), invité à en débattre avec Géraldine Farges. Pour lui, le sentiment de déclassement est renforcé par un "glissement d'échelle", lié à l'explosion du nombre de diplômés. "Lorsque j'étais lycéen, je pensais que mon professeur de philosophie était proche de Spinoza." Aujourd'hui, l'enseignant est vu à travers son diplôme, c'est-à-dire un Capes qui "n'impressionne plus personne".

Une autonomie comparable à celle des cadres

Autre enseignement du travail de recherche piloté par Géraldine Farges : comparés aux infirmiers et aux assistants sociaux, les enseignants disposent "d'une autonomie professionnelle plus grande, qui les fait ressembler aux cadres du public" (même s'ils n'ont pas la même reconnaissance notamment en termes de salaire). C'est particulièrement "apprécié".

"Mais on voit que c'est à double tranchant, poursuit Géraldine Farges : l'autonomie renforce le sentiment d'expertise mais elle rend difficile la relation avec la hiérarchie académique." En résistant aux prescriptions, en contournant "ce que Hughes appelle le sale

boulot", les professeurs des écoles réinterprètent le métier. C'est un moyen, pour eux, de se placer en "experts" de la relation éducative. D'ailleurs, "ils se considèrent comme mieux placés que leur inspecteur pour parler de ce qui marche" en classe.

"Une situation de désajustement structurel"

Pour la chercheuse, le métier serait à un tournant historique, lié à "une situation de désajustement professionnel structurel". "Les prescriptions se sont renforcées avec les référentiels de compétences dont le dernier date de 2013 et qui, pour plusieurs professeurs des écoles qu'on a rencontrés, ne sont pas comme le ministère le voudrait le signe d'une professionnalisation mais le signe d'une déprofessionnalisation – d'une perte de l'autonomie professionnelle", dit-elle.

"Pour qu'il y ait ajustement, il faudrait que les enseignants acceptent de percevoir leur métier différemment, qu'ils acceptent de penser que leur mission n'est peut-être plus tellement dans la transmission des savoirs mais dans la prise en compte de l'hétérogénéité des élèves ou dans le suivi particulier et personnalisé du travail. Cela oblige à une reformulation, probablement par les enseignants en priorité, qui n'est pas pour l'instant réalisée."